

In der Erwägung, dass nach der Veröffentlichung des Königlichen Erlasses vom 24. Mai 2011 festgestellt worden ist, dass der vierstellige Kode "5463", der der Polizeizone "Lanaken-Maasmechelen" zugeteilt worden ist, von einem Softwareprogramm zur Verarbeitung polizeilicher Einsatzdaten verwendet wird, um eine Einheit der föderalen Polizei zu identifizieren; dass es demzufolge technisch unmöglich ist, diesen Kode für die Polizeizone "Lanaken-Maasmechelen" beizubehalten; dass ihr daher ein neuer Kode aus vier Ziffern zugeteilt werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers des Innern,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Die Anlage zum Königlichen Erlass vom 8. Februar 2001 zur Ausführung des Gesetzes vom 24. März 1999 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaftsorganisationen des Personals der Polizeidienste wird wie folgt abgeändert unter der Überschrift:

"PROVINZ LIMBURG":

Die Wörter "Lanaken 133" werden durch die Wörter "Lanaken-Maasmechelen 133" ersetzt.

Die Wörter "Maasmechelen 134" werden aufgehoben.

Art. 2 - In der Anlage zum Königlichen Erlass vom 24. Oktober 2001 zur Festlegung der Bezeichnung der Polizeizonen werden die Wörter "5463 - PZ Lanaken-Maasmechelen" durch die Wörter "5853 - PZ Lanaken-Maasmechelen" ersetzt.

Art. 3 - Der Minister des Innern ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 5. Oktober 2011

ALBERT

Von Königs wegen:

Die Ministerin des Innern

Frau A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 3399

[C - 2011/14306]

2 DECEMBRE 2011. — Loi portant des dispositions diverses concernant la mobilité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement :

1° la Directive 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité;

2° la Directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté;

3° la Directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à la certification des conducteurs de train assurant la conduite de locomotives et de trains sur le système ferroviaire dans la Communauté.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire*

Art. 3. L'article 44 de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« S'il l'estime nécessaire, le gestionnaire de l'infrastructure peut exiger, moyennant une indemnisation raisonnable, des entreprises ferroviaires qu'elles mettent à sa disposition les moyens qui lui paraissent les plus appropriés pour rétablir la situation normale dans les meilleurs délais. »

Art. 4. Dans l'article 65 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « sa saisine » sont remplacés par les mots « la réception de toutes les informations »;

2° dans le texte néerlandais de l'alinéa 4, le mot « dwingend » est remplacé par le mot « bindend ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 3399

[C - 2011/14306]

2 DECEMBER 2011. — Wet houdende diverse bepalingen betreffende de mobiliteit (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van :

1° Richtlijn 2001/14/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2001 inzake de toewijzing van spoorweginfrastructuurcapaciteit en de heffing van rechten voor het gebruik van spoorweginfrastructuur alsmede inzake veiligheids certificering;

2° Richtlijn 2008/57/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 2008 betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Gemeenschap;

3° Richtlijn 2007/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 inzake de certificering van machinisten die locomotieven en treinen op het spoorwegsysteem van de Gemeenschap besturen.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur*

Art. 3. Artikel 44 van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Indien hij zulks noodzakelijk acht, kan de spoorweginfrastructuurbeheerder van de spoorwegondernemingen eisen, hem tegen een redelijke vergoeding de middelen ter beschikking te stellen die hij het meest geschikt acht om de normale toestand zo snel mogelijk te herstellen. »

Art. 4. In artikel 65 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de aanhangigmaking » vervangen door de woorden « ontvangst van alle inlichtingen »;

2° in het vierde lid wordt het woord « dwingend » vervangen door het woord « bindend ».

Art. 5. Dans l'article 67 de la même loi, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En vue de couvrir l'intégralité des frais de fonctionnement et de personnel de l'organe de contrôle, les détenteurs d'un certificat de sécurité partie B visé à l'article 27 de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire et le détenteur de l'agrément de sécurité visé à l'article 23 de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire paient au Service public fédéral Mobilité et Transports une contribution.

Par trimestre, un quart du montant annuel est dû.

La contribution globale est répartie entre les détenteurs d'un certificat de sécurité partie B et le détenteur de l'agrément de sécurité.

La part du détenteur de l'agrément de sécurité s'élève à trente pour cent du montant total.

La part des détenteurs d'un certificat de sécurité partie B s'élève à septante pour cent du montant total. Cette part est répartie entre les détenteurs en proportion du nombre de train-kilomètres qu'ils ont prestés au courant du trimestre clôturé trois mois avant le trimestre concerné par la redevance. Les train-kilomètres, prestés par chaque détenteur, sont communiqués par le détenteur de l'agrément de sécurité au Service public fédéral Mobilité et Transports immédiatement après la clôture de chaque trimestre. »

CHAPITRE 3. — Modifications de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire

Art. 6. Dans la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. Le chapitre V du titre II ne s'applique pas aux conducteurs de train qui opèrent exclusivement sur des sections de voies qui sont temporairement fermées à la circulation normale pour cause d'entretien, de renouvellement ou de réaménagement du système ferroviaire. »

Art. 7. Dans l'article 12, 11°, de la même loi, remplacé par la loi du 26 janvier 2010, les mots « autres que celles » sont insérés entre les mots « des conducteurs, » et les mots « énoncées à l'article 37/16; ».

Art. 8. A l'article 14/1 de la même loi, inséré par la loi-programme du 22 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, remplacé par la loi-programme du 23 décembre 2009, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La redevance visée à l'alinéa 1^{er}, pour le service demandé à l'Autorité de sécurité, est calculée par demi-journée entamée.

L'indemnité pour une demi-journée s'élève à 375 euros et est indexée. »;

2° le § 3, remplacé par la loi-programme du 23 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. En cas de non-paiement des redevances visées aux §§ 1^{er} et 2, l'autorisation est retirée après mise en demeure. »

Art. 9. L'article 14/2 de la même loi, inséré par la loi-programme du 22 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14/2. § 1^{er}. Le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire et les entreprises ferroviaires sont redevables, à titre de participation dans les frais administratifs de l'Autorité de sécurité, pour la certification prévue à l'article 12, 11° et 12°, par membre de personnel qui dispose d'une licence à la date du 1^{er} janvier de l'année courante, d'une redevance annuelle indexée.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 20 euros.

En cas de non-paiement de la redevance visée à l'alinéa 1^{er}, la licence des membres du personnel concernés n'est plus valable.

§ 2. Le demandeur est redevable, à titre de participation dans les frais administratifs de l'Autorité de sécurité, pour les tâches visées à l'article 37/16, § 1^{er}, 1°, d'une redevance indexée.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 100 euros pour la délivrance initiale, en ce compris la mise à jour et la modification des licences.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 100 euros pour le renouvellement, en ce compris la mise à jour et la modification des licences.

Art. 5. In artikel 67 van dezelfde wet wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. Om alle werkings- en personeelskosten van het toezichhoudende orgaan te dekken, betalen de houders van een veiligheidscertificaat deel B zoals bedoeld in artikel 27 van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen en de houder van de veiligheidsvergunning als bedoeld in artikel 23 van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen een bijdrage aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

Elk kwartaal moet een kwart van het jaarbedrag betaald worden.

De totale bijdrage wordt verdeeld tussen de houders van een veiligheidscertificaat deel B en de houder van de veiligheidsvergunning.

Het aandeel van de houder van de veiligheidsvergunning bedraagt dertig procent van het totale bedrag.

Het aandeel van de houders van een veiligheidscertificaat deel B bedraagt zeventig procent van het totale bedrag. Dit aandeel wordt verdeeld onder de houders in verhouding tot het aantal treinkilometers dat zij gepresteerd hebben tijdens het kwartaal dat afgesloten werd drie maanden voor het kwartaal waarop de bijdrage betrekking heeft. De treinkilometers gepresteerd door elke houder worden, onmiddellijk na afsluiting van elk kwartaal, door de houder van de veiligheidsvergunning meegedeeld aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer. »

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen

Art. 6. In de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen, wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 4/1. Hoofdstuk V van titel II is niet van toepassing op treinbestuurders die uitsluitend tewerkgesteld zijn op baanvakken die tijdelijk gesloten zijn voor het normale verkeer, ten behoeve van het onderhoud, de vernieuwing of de herinrichting van het spoorwegsysteem. »

Art. 7. In artikel 12, 11°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 26 januari 2010, worden de woorden « andere dan deze », tussen de woorden « de treinbestuurders, » en de woorden « vermeld in artikel 37/16; » ingevoegd.

Art. 8. In artikel 14/1 van de dezelfde wet, ingevoegd bij de programmawet van 22 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, vervangen bij de programmawet van 23 december 2009, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

« De bijdrage bedoeld in het eerste lid, voor de aan de Veiligheidsinstantie gevraagde dienst, wordt berekend per aangevatte halve dag.

De vergoeding voor een halve dag bedraagt 375 euro en wordt geïndexeerd. »;

2° § 3, vervangen bij de programmawet van 23 december 2009, wordt vervangen als volgt :

« § 3. In geval van niet-betaling van de in §§ 1 en 2 bedoelde bijdragen, wordt de toelating ingetrokken na ingebrekestelling. »

Art. 9. Artikel 14/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de programmawet van 22 december 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14/2. § 1. De spoorweginfrastructuurbeheerder en de spoorwondernemingen zijn, als deelneming in de administratieve kosten van de Veiligheidsinstantie voor de certificering als bedoeld in artikel 12, 11° en 12°, per personeelslid dat een vergunning heeft op 1 januari van het lopende jaar, een jaarlijkse, geïndexeerde bijdrage verschuldigd.

De in het eerste lid bedoelde bijdrage is vastgesteld op 20 euro.

In geval van niet-betaling van de in het eerste lid bedoelde bijdrage, is de vergunning van de betrokken personeelsleden niet meer geldig.

§ 2. De aanvrager is als deelname in de administratieve kosten van de Veiligheidsinstantie voor de opdrachten bedoeld in artikel 37/16, § 1, 1°, een geïndexeerde bijdrage verschuldigd.

De in het eerste lid bedoelde bijdrage is vastgesteld op 100 euro voor de initiële afgifte, inclusief bijwerking en wijziging van de vergunningen.

De in het eerste lid bedoelde bijdrage is vastgesteld op 100 euro voor de verlenging, inclusief bijwerking en wijziging van de vergunningen.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 40 euros pour la délivrance de duplicatas.

§ 3. Les personnes ou entités, visées à l'article 37/16, § 1^{er}, 4^o, sont redevables, à titre de participation aux coûts de l'examen du dossier par l'Autorité de sécurité, d'une redevance indexée.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 2.000 euros pour les entreprises ferroviaires qui forment leur propre personnel.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 2.500 euros pour les entreprises ferroviaires qui forment leur personnel et des tiers.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 2.500 euros pour les autres entreprises ou organismes. »

Art. 10. L'article 14/4bis, inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14/4bis. § 1^{er}. Le demandeur d'un contrôle de conformité aux exigences visées à l'article 40, alinéa 2, est redevable, à titre de participation aux coûts de l'Autorité de sécurité pour le contrôle de conformité, d'une redevance indexée.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 2.000 euros.

§ 2. La conformité aux exigences visées à l'article 40, alinéa 2, est mentionnée dans l'agrément de sécurité pour le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire ou dans le certificat de sécurité pour l'entreprise ferroviaire dès que le paiement de la redevance visée au § 1^{er} est effectué. »

Art. 11. Dans le titre II, chapitre II, section 2/1, de la même loi, insérée par la loi-programme du 22 décembre 2008, il est inséré un article 14/4ter rédigé comme suit :

« Art. 14/4ter. § 1^{er}. Le montant des redevances visées aux articles 14/1 à 14/4bis est lié à l'indice santé de décembre 2009.

Pour les années suivantes, le montant total est adapté chaque année sur base de l'indice santé de décembre de l'année précédant l'année en question.

§ 2. Les redevances visées aux articles 14/1 à 14/4bis sont payées au Service public fédéral Mobilité et Transports, au plus tard trente jours après la date de l'invitation à payer et en suivant les instructions figurant dans cette invitation.

§ 3. Dans le cas de la redevance visée à l'article 14/2, § 3, le délai visé à l'article 14, alinéa 2, commence à courir à la date de réception du paiement et pour autant que le dossier soit complet. »

Art. 12. Dans l'article 33, § 3, de la même loi, remplacé par la loi-programme du 23 décembre 2009, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les redevances sont payées au Service public fédéral Mobilité et Transports, au plus tard trente jours après la date de la facture et en suivant les instructions figurant dans cette facture. »

Art. 13. Dans l'article 33/1, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« La part des détenteurs d'un certificat de sécurité partie B s'élève à septante pour cent du montant total. Cette part est répartie entre les détenteurs en proportion du nombre de train-kilomètres qu'ils ont prestés au courant du trimestre clôturé trois mois avant le trimestre concerné par la redevance. Les train-kilomètres, prestés par chaque détenteur d'un certificat de sécurité partie B, sont communiqués par le détenteur de l'agrément de sécurité au Service public fédéral Mobilité et Transports immédiatement après la clôture de chaque trimestre. »

Art. 14. Dans l'article 33/2, § 3, de la même loi, inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La part des détenteurs d'un certificat de sécurité partie B est répartie entre les détenteurs en proportion du nombre de train-kilomètres qu'ils ont prestés au courant du trimestre clôturé trois mois avant le trimestre concerné par la redevance. Les train-kilomètres, prestés par chaque détenteur d'un certificat de sécurité partie B, sont communiqués par le détenteur de l'agrément de sécurité au Service public fédéral Mobilité et Transports immédiatement après la clôture de chaque trimestre. »

De in het eerste lid bedoelde bijdrage is vastgesteld op 40 euro voor de afgifte van duplicaten.

§ 3. De personen of entiteiten, bedoeld in artikel 37/16, § 1, 4^o, zijn als deelneming in de kosten voor het onderzoek van het dossier door de Veiligheidsinstantie, een geïndexeerde bijdrage verschuldigd.

De in het eerste lid bedoelde bijdrage is vastgesteld op 2.000 euro voor de spoorwegondernemingen die hun eigen personeel opleiden.

De in het eerste lid bedoelde bijdrage is vastgesteld op 2.500 euro voor de spoorwegondernemingen die hun eigen personeel en derden opleiden.

De in het eerste lid bedoelde bijdrage is vastgesteld op 2.500 euro voor de andere ondernemingen of instellingen. »

Art. 10. Artikel 14/4bis, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14/4bis. § 1. De aanvrager van een conformiteitsonderzoek met betrekking tot de vereisten bedoeld in artikel 40, tweede lid, is als deelneming in de kosten van de Veiligheidsinstantie voor het conformiteitsonderzoek een geïndexeerde bijdrage verschuldigd.

De in het eerste lid bedoelde bijdrage is vastgesteld op 2.000 euro.

§ 2. De conformiteit met de vereisten bedoeld in artikel 40, tweede lid, wordt vermeld in de veiligheidsvergunning voor de spoorweginfrastructuurbeheerder of in het veiligheidscertificaat voor de spoorwegonderneming, zodra de betaling van de in de § 1 bedoelde bijdrage werd uitgevoerd. »

Art. 11. In titel II, hoofdstuk II, afdeling 2/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de programmawet van 22 december 2008, wordt een artikel 14/4ter ingevoegd, luidende :

« Art. 14/4ter. § 1. Het bedrag van de in artikelen 14/1 tot 14/4bis bedoelde bijdragen wordt gekoppeld aan de gezondheidsindex van december 2009.

Voor de volgende jaren wordt het totale bedrag jaarlijks aangepast aan de gezondheidsindex van december van het jaar voorafgaand aan het betrokken jaar.

§ 2. De in de artikelen 14/1 tot 14/4bis bedoelde bijdragen worden betaald aan de Federale Overheidsdienst Mobilité en Vervoer ten laatste dertig dagen volgend op de datum van de uitnodiging tot betaling en volgens de instructies die in die uitnodiging zijn opgenomen.

§ 3. In het geval van de in artikel 14/2, § 3, bedoelde bijdrage begint de in artikel 14, tweede lid, bedoelde termijn te lopen vanaf de ontvangstdatum van de betaling en voor zover het dossier volledig is. »

Art. 12. In artikel 33, § 3, van dezelfde wet, vervangen door de programmawet van 23 december 2009, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De bijdragen worden betaald aan de Federale Overheidsdienst Mobilité en Vervoer ten laatste dertig dagen volgend op de datum van de factuur en volgens de instructies die in die factuur zijn opgenomen. »

Art. 13. In artikel 33/1, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, wordt het zesde lid vervangen als volgt :

« Het aandeel van de houders van een veiligheidscertificaat deel B is zeventig procent van het globale bedrag. Dat aandeel wordt verdeeld over de houders in verhouding tot het aantal treinkilometers dat zij gepresteerd hebben tijdens het kwartaal dat afgesloten werd drie maanden voor het kwartaal waarop de bijdrage betrekking heeft. Onmiddellijk na afsluiting van elk kwartaal, worden de treinkilometers, gepresteerd door elke houder van een veiligheidscertificaat deel B, aan de Federale Overheidsdienst Mobilité en Vervoer meegedeeld door de houder van de veiligheidsvergunning. »

Art. 14. In artikel 33/2, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« Het aandeel van de houders van een veiligheidscertificaat deel B wordt verdeeld over de houders in verhouding tot het aantal treinkilometers dat zij gepresteerd hebben tijdens het kwartaal dat afgesloten werd drie maanden voor het kwartaal waarop de bijdrage betrekking heeft. Onmiddellijk na afsluiting van elk kwartaal worden de treinkilometers, gepresteerd door elke houder van een veiligheidscertificaat deel B, aan de Federale Overheidsdienst Mobilité en Vervoer meegedeeld door de houder van de veiligheidsvergunning. »

Art. 15. Dans l'article 33/3 de la même loi, inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le détenteur de l'agrément de sécurité et les détenteurs d'un certificat de sécurité partie B paient les redevances visées aux articles 33/1 et 33/2 au Service public fédéral Mobilité et Transports au début du trimestre, au plus tard trente jours après la date de la facture et en suivant les instructions figurant dans cette facture. »

Art. 16. Dans l'article 37/6 de la même loi, inséré par la loi du 26 janvier 2010, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. L'Autorité de sécurité veille à ce que le registre qu'elle a créé en vertu du § 1^{er} soit utilisé exclusivement pour les objectifs suivants :

1° la tenue des éléments de fait et de droit en matière de délivrance, mise à jour, prorogation, modification, expiration, suspension, retrait, perte, vol et destruction de toutes les licences;

2° la tenue des données à caractère personnel déterminées par le Roi, qui sont nécessaires pour atteindre l'objectif visé au 1°.

Lorsque l'Autorité de sécurité intervient conformément aux dispositions du présent article, toutes les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, sauf si la présente loi y déroge, doivent être respectées. »

Art. 17. Dans l'article 37/14 de la même loi, inséré par la loi du 26 janvier 2010, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire et les entreprises ferroviaires veillent à ce que le registre qu'ils ont créé en vertu du § 1^{er} soit utilisé exclusivement pour les objectifs suivants :

1° la tenue des éléments de fait et de droit en matière de délivrance, mise à jour, prorogation, modification, expiration, suspension, retrait, perte, vol et destruction de toutes les attestations de conduite ou copies des attestations de conduite;

2° la tenue des données à caractère personnel déterminées par le Roi, qui sont nécessaires pour atteindre l'objectif visé au 1°.

Lorsque le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire et les entreprises ferroviaires interviennent conformément aux dispositions du présent article, toutes les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, sauf si la présente loi y déroge, doivent être respectées. »

Art. 18. Dans l'article 37/16, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 26 janvier 2010, un 10° est inséré, rédigé comme suit :

« 10° reconnaître les personnes ou organismes chargés de l'examen médical et de l'examen psychologique professionnel visés à l'article 37/27, § 1^{er}, 2° et 3°. »

Art. 19. Dans l'article 37/17 de la même loi, inséré par la loi du 26 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les personnes ou centres de formation et les examinateurs ou centres d'examen sont reconnus par l'Autorité de sécurité aux fins des tâches visées aux articles 37/19, alinéa 1^{er}, 37/20, alinéas 1^{er} et 2, et 37/22. »;

2° dans l'alinéa 6, les mots « des personnes et organismes » sont remplacés par les mots « des personnes ou organismes ».

Art. 20. Dans l'article 37/22, alinéa 4, de la même loi, inséré par la loi du 26 janvier 2010, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « l'Autorité de sécurité ».

Art. 21. § 1^{er}. Dans l'article 37/27 de la même loi, inséré par la loi du 26 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, le 1° et le 7° sont abrogés;

2° dans le § 1^{er}, le 3°, le mot « examen » est remplacé par le mot « onderzoek » dans le texte néerlandais;

3° dans le § 1^{er}, un 3°bis est inséré, rédigé comme suit :

« 3°bis : les règles pour la demande et la délivrance d'une reconnaissance et les règles pour le renouvellement, l'adaptation, le retrait ou la suspension de la reconnaissance; »;

4° dans le § 2, le 1° et le 6° sont abrogés;

Art. 15. In artikel 33/3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de programawet van 23 december 2009, wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. De houder van de veiligheidsvergunning en de houders van een veiligheidscertificaat deel B betalen de in artikel 33/1 en 33/2 bedoelde bijdragen aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer bij het begin van het kwartaal, ten laatste dertig dagen volgend op de datum van de factuur en volgens de instructies die in die factuur zijn opgenomen. »

Art. 16. In artikel 37/6 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010, wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

« § 4. De Veiligheidsinstantie zorgt ervoor dat het door haar krachtens § 1 aangelegde register enkel gebruikt wordt voor de volgende doelstellingen :

1° het bijhouden van de feitelijke en juridische gegevens inzake afgifte, bijwerking, verlenging, wijziging, verloop, schorsing, intrekking, verlies, diefstal en vernietiging van alle vergunningen;

2° het bijhouden van de door de Koning bepaalde persoonsgegevens die noodzakelijk zijn om te voldoen aan de onder 1° vermelde doelstelling.

Wanneer de Veiligheidsinstantie optreedt overeenkomstig de bepalingen van dit artikel dient zij alle bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens na te leven, behalve indien deze wet hiervan afwijkt. »

Art. 17. In artikel 37/14 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010, wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

« § 4. De spoorweginfrastructuurbeheerder en de spoorwegondernemingen zorgen ervoor dat het door hen krachtens § 1 aangelegde register enkel gebruikt wordt voor de volgende doelstellingen :

1° het bijhouden van de feitelijke en juridische gegevens inzake afgifte, bijwerking, verlenging, wijziging, verloop, schorsing, intrekking, verlies, diefstal en vernietiging van alle bevoegdheidsbewijzen of afschriften van bevoegdheidsbewijzen;

2° het bijhouden van de door de Koning bepaalde persoonsgegevens die noodzakelijk zijn om te voldoen aan de onder 1° vermelde doelstelling.

Wanneer de spoorweginfrastructuurbeheerder en de spoorwegondernemingen optreden overeenkomstig de bepalingen van dit artikel dienen zij alle bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens na te leven, behalve indien deze wet hiervan afwijkt. »

Art. 18. In artikel 37/16, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010, wordt een bepaling onder 10° ingevoegd, luidende :

« 10° de erkenning van personen of instellingen belast met het medisch onderzoek en het bedrijfspsychologisch examen zoals bedoeld in artikel 37/27, § 1, 2° en 3°. »

Art. 19. In artikel 37/17 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt als volgt vervangen :

« De personen of opleidingscentra en de examinatoren of examencentra worden erkend door de Veiligheidsinstantie voor de taken vermeld in de artikelen 37/19, eerste lid, 37/20, eerste en tweede lid, en 37/22. »;

2° in het zesde lid worden de woorden « personen en entiteiten » vervangen door de woorden « personen of entiteiten ».

Art. 20. In artikel 37/22, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010, wordt het woord « Koning » vervangen door het woord « Veiligheidsinstantie ».

Art. 21. § 1. In artikel 37/27 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt de bepaling onder 1° en de bepaling onder 7° opgeheven;

2° in § 1 wordt in de bepaling onder 3° het woord « examen » vervangen door het woord « onderzoek »;

3° in § 1 wordt een bepaling onder 3°bis ingevoegd, luidende :

« 3°bis : de regels voor de aanvraag en de afgifte van een erkenning en de regels voor de vernieuwing, aanpassing, intrekking of schorsing van de erkenning; »;

4° in § 2 wordt de bepaling onder 1° en de bepaling onder 6° opgeheven;

5° dans le § 2, le 7°, les mots « artikel 37/15, § 1 » sont remplacés par les mots « artikel 37/15, § 2 » et le mot « examen » par le mot « keuring » dans le texte néerlandais;

6° au § 4, sous 2°, les mots « lesgevers en » sont remplacés par les mots « personen of » dans le texte néerlandais;

7° au § 4, sous 2°, la disposition est complétée avec les mots « et la procédure pour l'adaptation, le renouvellement, la suspension et le retrait de la reconnaissance »;

8° le § 5 est complété par les 5° et 6° rédigés comme suit :

« 5° arrête les critères de reconnaissance des personnes ou organismes chargés de l'examen médical et les modalités de cet examen médical; »;

« 6° arrête les critères de reconnaissance des personnes ou organismes chargés de l'examen psychologique professionnel et les modalités de cet examen. ».

§ 2. L'article 37/27 de la même loi est complété par un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Dans tous les cas visés dans le présent article, la protection de la vie privée telle que garantie, entre autres, par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel sera respectée.

Avant de faire usage de l'une ou de plusieurs des habilitations prévues par le présent article, le Roi demande l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

En dérogation à l'article 29, § 2, de la loi précitée, la Commission de la protection de la vie privée émet son avis dans un délai de trente jours après que toutes les données nécessaires à cet effet lui ont été communiquées. »

Art. 22. Dans l'article 53, alinéa 2, de la même loi, les mots « annexe V » sont remplacés par les mots « annexe III ».

Art. 23. Dans la même loi, les mots « lesgevers of opleidingscentra » sont chaque fois remplacés par les mots « personen of opleidingscentra » dans le texte néerlandais.

Art. 24. Dans l'annexe V de la même loi, insérée par la loi du 26 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 2, *b)*, est remplacé comme suit :

« *b)* la mention « Royaume de Belgique/Koninkrijk België/Königreich Belgien »;

2° le point 2 est complété par un *e)* rédigé comme suit :

« *e)* le numéro de la carte ».

CHAPITRE 4. — *Modifications de la loi du 26 janvier 2010 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté européenne*

Art. 25. Dans l'article 53 de la loi du 26 janvier 2010 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté européenne, la dernière phrase est complétée comme suit :

« , la procédure pour la délivrance de l'agrément et les règles en matière de contrôle, de suspension et de retrait de l'agrément ».

Art. 26. Dans l'article 57 de la même loi, les mots « et les modalités d'introduction de la demande de désignation des organismes visés à l'article 56 » sont remplacés par les mots « , les modalités d'introduction de la demande de désignation des organismes visés à l'article 56, la procédure d'octroi et les modalités de contrôle, suspension et révocation de la désignation. »

Art. 27. L'article 61, § 3, de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque l'Autorité de sécurité agit en vertu des dispositions du présent article, elle se conforme aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. »

CHAPITRE 5. — *Fonds budgétaires*

Art. 28. § 1^{er} En application de l'article 62, § 1^{er}, de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, un fonds budgétaire relatif au fonctionnement de l'autorité de régulation économique du transport ferroviaire, dénommée organe de contrôle, est créé.

5° in § 2 worden in de bepaling onder 7° de woorden « artikel 37/15, § 1 » vervangen door de woorden « artikel 37/15, § 2 » en het woord « examen » door het woord « keuring »;

6° in § 4 worden in de bepaling onder 2°, de woorden « lesgevers en » vervangen door de woorden « personen of »;

7° in § 4 wordt de bepaling onder 2° aangevuld met de woorden « en de procedure voor aanpassing, vernieuwing, schorsing en intrekking van de erkenning; »;

8° § 5 wordt vervolledigd met 5° en 6°, luidende :

« 5° bepaalt de criteria voor de erkenning van personen of instellingen belast met het medisch onderzoek en de nadere regels met betrekking tot dat medisch onderzoek; »;

« 6° bepaalt de criteria voor de erkenning van personen of instellingen belast met het bedrijfspsychologisch onderzoek en de nadere regels met betrekking tot dat onderzoek. ».

§ 2. Artikel 37/27 van dezelfde wet, wordt aangevuld met een § 6, luidende :

« § 6. In alle gevallen bedoeld in dit artikel zal de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zoals onder meer gewaarborgd door de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens geëerbiedigd worden.

Alvorens gebruik te maken van één of meerdere van de machtigingen waarin dit artikel voorziet, vraagt de Koning het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

In afwijking van artikel 29, § 2, van de voornoemde wet brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer haar advies uit binnen dertig dagen nadat alle daartoe noodzakelijke gegevens aan de Commissie zijn meegedeeld. »

Art. 22. In artikel 53, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « bijlage V » vervangen door de woorden « bijlage III ».

Art. 23. In dezelfde wet, worden de woorden « lesgevers of opleidingscentra » telkens vervangen door de woorden « personen of opleidingscentra ».

Art. 24. In bijlage V van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 26 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2, *b)*, wordt vervangen als volgt :

« *b)* de vermelding « Koninkrijk België/Royaume de Belgique/Königreich Belgien »;

2° punt 2 wordt met een *e)* aangevuld, luidende :

« *e)* het kaartnummer ».

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen van de wet van 26 januari 2010 betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Europese Gemeenschap*

Art. 25. In artikel 53 van de wet van 26 januari 2010 betreffende de interoperabiliteit van het spoorwegsysteem in de Europese Gemeenschap, wordt de laatste zin aangevuld met de woorden :

« , de procedure voor de toekenning van de erkenning en de regels inzake controle, schorsing en intrekking van de erkenning ».

Art. 26. In artikel 57 van dezelfde wet worden de woorden « en de nadere regels voor het indienen van de aanwijzingsaanvraag van de in artikel 56 bedoelde instanties » vervangen door de woorden « , de nadere regels voor het indienen van de aanwijzingsaanvraag van de in artikel 56 bedoelde instanties, de procedure voor de toekenning ervan en de regels inzake controle, schorsing en intrekking van de aanwijzing ».

Art. 27. Artikel 61, § 3, van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt :

« Wanneer de Veiligheidsinstantie optreedt krachtens de bepalingen van dit artikel, dan leeft zij de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens na. »

HOOFDSTUK 5. — *Begrotingsfondsen*

Art. 28. § 1. Met toepassing van artikel 62, § 1, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, wordt een begrotingsfonds betreffende de werking van de economisch regulerende overheid van het spoorwegvervoer, genaamd toezichthoudend orgaan, opgericht.

§ 2. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 33, modifiée en dernier lieu par la loi-programme du 23 décembre 2009, est complétée comme suit :

« Dénomination du fonds budgétaire organique :

33-11 Fonds relatif au fonctionnement de la Régulation du Transport ferroviaire.

Nature des recettes affectées :

La rétribution prévue à l'article 67 de la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire.

Le remboursement de frais et recettes diverses liés aux activités concernant la Régulation du Transport ferroviaire.

Nature des dépenses autorisées :

Frais de personnel et de fonctionnement de toute nature concernant la Régulation du Transport ferroviaire. »

Art. 29. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la sous-rubrique 33-8, insérée par la loi-programme du 22 décembre 2008, est remplacée par ce qui suit :

« Dénomination du fonds budgétaire organique :

33-8 Fonds relatif au fonctionnement de l'autorité de régulation économique de l'aéroport de Bruxelles-National.

Nature des recettes affectées :

Les redevances sont composées de la redevance prévue par l'article 53 de la loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses à verser par la SA de droit privé The Brussels Airport Company.

Nature des dépenses autorisées :

Frais de personnel et de fonctionnement de toute nature concernant l'autorité de régulation économique de l'aéroport de Bruxelles-National. »

Art. 30. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, dans la sous-rubrique 33-9, insérée par la loi-programme du 23 décembre 2009, la nature des recettes affectées est complétée comme suit :

« — le remboursement de frais et recettes diverses liés aux activités de l'Autorité de sécurité ferroviaire. »

Art. 31. Au tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, dans la sous-rubrique 33-10, insérée par la loi-programme du 23 décembre 2009, la nature des recettes affectées est complétée comme suit :

« — le remboursement de frais et recettes diverses liés aux activités de l'organisme d'enquête sur les accidents ferroviaires. »

CHAPITRE 6. — Confirmation de l'arrêté royal du 14 février 2011 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du Règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Art. 32. L'arrêté royal du 14 février 2011 déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du Règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires est confirmé avec effet au 4 mars 2011.

CHAPITRE 7. — Confirmation de l'arrêté royal du 23 février 2011 fixant les modalités gouvernant le fonctionnement du Service de médiation pour les voyageurs ferroviaires durant la période transitoire visée à l'article 18 de la loi du 28 avril 2010 portant des dispositions diverses

Art. 33. L'arrêté royal du 23 février 2011 fixant les modalités gouvernant le fonctionnement du Service de médiation pour les voyageurs ferroviaires durant la période transitoire visée à l'article 18 de la loi du 28 avril 2010 portant des dispositions diverses est confirmé avec effet au 14 mars 2011.

CHAPITRE 8. — Modification de la loi du 20 juillet 2006 portant dispositions diverses

Art. 34. A l'article 355, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 2006 portant dispositions diverses, inséré par la loi du 23 décembre 2009, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 290 ».

§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen wordt rubriek 33, laatst gewijzigd bij de programmawet van 23 december 2009, aangevuld als volgt :

« Benaming van het organiek begrotingsfonds :

33-11 Fonds betreffende de werking van de Regulering van het Spoorwegvervoer.

Aard van de toegewezen ontvangsten :

De retributie bepaald in artikel 67 van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur.

Terugbetaling van kosten en diverse ontvangsten voortvloeiend uit de activiteiten betreffende de Regulering van het Spoorwegvervoer.

Aard van de toegestane uitgaven :

Personeels- en werkingskosten van allerhande aard met betrekking tot de Regulering van het Spoorwegvervoer. »

Art. 29. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen, wordt subrubriek 33-8, ingevoegd bij de programmawet van 22 december 2008, vervangen als volgt :

« Benaming van het organiek begrotingsfonds :

33-8 Fonds betreffende de werking van de economisch regulerende overheid van de luchthaven Brussel-Nationaal.

Aard van de toegewezen ontvangsten :

De ontvangsten zijn samengesteld uit de vergoeding bepaald in artikel 53 van de wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen te storten door de NV van privaat recht The Brussels Airport Company.

Aard van de toegestane uitgaven :

Personeels- en werkingskosten van allerhande aard met betrekking tot de economisch regulerende overheid van de luchthaven Brussel-Nationaal. »

Art. 30. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen, wordt in subrubriek 33-9, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, de aard van de toegewezen ontvangsten aangevuld als volgt :

« — terugbetaling van kosten en diverse ontvangsten voortvloeiend uit de activiteiten van de Veiligheidsinstantie van de spoorwegen. »

Art. 31. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen, wordt in subrubriek 33-10, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, de aard van de toegewezen ontvangsten aangevuld als volgt :

« — terugbetaling van kosten en diverse ontvangsten voortvloeiend uit de activiteiten van het onderzoeksorgaan voor de spoorwegongevallen. »

HOOFDSTUK 6. — Bekrchtiging van het koninklijk besluit van 14 februari 2011 houdende vaststelling van het stelsel van sancties die van toepassing zijn op schending van bepalingen van Verordening (EG) nr. 1371/2007 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 betreffende de rechten en de verplichtingen van reizigers in het treinverkeer

Art. 32. Het koninklijk besluit van 14 februari 2011 houdende vaststelling van het stelsel van sancties die van toepassing zijn op schending van bepalingen van Verordening (EG) nr. 1371/2007 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 betreffende de rechten en de verplichtingen van reizigers in het treinverkeer wordt bekrachtigd met ingang van 4 maart 2011.

HOOFDSTUK 7. — Bekrchtiging van het koninklijk besluit van 23 februari 2011 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van de Ombudsdienst voor treinreizigers tijdens de overgangperiode bedoeld in artikel 18 van de wet van 28 april 2010 houdende diverse bepalingen

Art. 33. Het koninklijk besluit van 23 februari 2011 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van de Ombudsdienst voor treinreizigers tijdens de overgangperiode bedoeld in artikel 18 van de wet van 28 april 2010 houdende diverse bepalingen wordt bekrachtigd met ingang van 14 maart 2011.

HOOFDSTUK 8. — Wijziging van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen

Art. 34. In artikel 355, tweede lid, van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, ingevoegd bij de wet van 23 december 2009, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 290 ».

CHAPITRE 9. — *Disposition finale*

Art. 35. Sauf en ce qui concerne les articles 5, 28 et 29 dont la date d'entrée en vigueur est fixée par le Roi, la présente loi entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Ministre du Budget,
G. VANHENGEL

La Ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques,
Mme I. VERVOTTE

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPE

Le Secrétaire d'Etat au Budget,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 53-1741 - N° 1. — Amendement, 53-1741 - N° 2. — Rapport, 53-1741 - N° 3. — Texte adopté par la Commission, 53-1741 - N° 4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-1741 - N° 5.

Compte rendu intégral. — 20 octobre 2011.

Sénat.

Documents. — Projet non évoqué par le Sénat, 5-1280. - N° 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 3400

[C - 2011/14314]

5 DECEMBRE 2011. — Arrêté royal visant l'octroi d'une subvention de 650.000,- EUR pour la restauration de l'ancienne brasserie Wielemans-Ceuppens et ceci en application de l'Avenant n° 10bis de l'Accord de Coopération BELIRIS, conclu entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 avril 2011 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2011 et notamment l'article 1.01.07;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu que l'Accord de Coopération BELIRIS du 15 septembre 1993, conclu entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoit dans son avenant n° 10bis de 27 juillet 2011 (*Moniteur belge* 30 août 2011), et plus particulièrement au chapitre 3.6., un budget total de € 9.620.691,48 pour la rénovation des bâtiments protégés dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Compte tenu de la décision du Comité de Coopération de l'Accord de Coopération BELIRIS d'octroyer, au moyen du budget prévu pour la rénovation des bâtiments protégés dans la Région de Bruxelles-Capitale, une subvention de 650.000,- EUR à la commune de Forest pour que celle-ci exécute des travaux de rénovation se rapportant à l'ancienne brasserie Wielemans-Ceuppens située avenue Van Volxem 366-368, à 1190 Bruxelles (Forest);

HOOFDSTUK 9. — *Slotbepaling*

Art. 35. Deze wet treedt in werking op de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 5, 28 en 29, waarvan de datum van inwerkingtreding bepaald wordt door de Koning.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 december 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Minister van Begroting,
G. VANHENGEL

De Minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven,
Mevr. I. VERVOTTE

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPE

De Staatssecretaris voor Begroting,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Kamer van de volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsontwerp, 53-1741 - Nr. 1. — Amendement, 53-1741 - Nr. 2. — Verslag, 53-1741 - Nr. 3. — Tekst aangenomen door de Commissie, 53-1741 - Nr. 4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-1741 - Nr. 5.

Integraal verslag. — 20 oktober 2011.

Senaat

Stukken. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 5-1280 - Nr. 1.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 3400

[C - 2011/14314]

5 DECEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot toewijzing van een subsidie van 650.000,- EUR voor de renovatie van de voormalige Brouwerij Wielemans-Ceuppens en dit in toepassing van Bijakte nr. 10bis van het Samenwerkingsakkoord BELIRIS, afgesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende bepaalde initiatieven bestemd om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 april 2011 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2011, inzonderheid op artikel 1.01.07;

Gelet op de wetten betreffende de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het feit dat het Samenwerkingsakkoord BELIRIS van 15 september 1993, afgesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in haar Bijakte nr. 10bis van 27 juli 2011 (*Belgisch Staatsblad* 30 augustus 2011) en meer bepaald in hoofdstuk 3.6. een totaal budget van € 9.620.691,48 voorziet voor de renovatie van beschermde gebouwen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelet op de beslissing van het Coöperatiecomité van het Samenwerkingsakkoord BELIRIS om middels het budget voorzien voor de renovatie van beschermde gebouwen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een subsidie van 650.000,- EUR toe te kennen aan de gemeente Vorst zodat deze renovatiewerken zou uitvoeren met betrekking tot de voormalige Brouwerij Wielemans-Ceuppens gelegen aan de Van Volxemlaan 366-368, te 1190 Brussel (Vorst);